

BUSINESS

M A G A Z I N E

L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

RELEVER LE PARI
DE LA COMPÉTITIVITÉ

TOURISME

SE RÉINVENTER POUR
OFFRIR UNE EXPÉRIENCE
AUTHENTIQUE AUX
VOYAGEURS

SERVICES FINANCIERS

DEVENIR LA
PORTE D'ENTRÉE POUR
LES INVESTISSEMENTS
À DESTINATION
DE L'AFRIQUE

RÉTROSPECTIVES

CES ÉVÉNEMENTS QUI ONT MARQUÉ

2023

AMIT BAKHRTA

(CEO D'ANNEAU)

«FAISONS LA TRANSITION
D'UNE POLITIQUE DE
ROUPIE FAIBLE À UNE
STRATÉGIE AXÉE SUR LA
PRODUCTIVITÉ»



S'IL EST VRAI QUE LA CROISSANCE A ÉTÉ AU RENDEZ-VOUS CETTE ANNÉE, IL FAUT SAVOIR QU'ELLE EST SURTOUT LA CONSÉQUENCE D'UNE ROUPIE FAIBLE. OBSERVE LE CEO D'ANNEAU, AMIT BAKHIRTA. POUR 2024, LE THÈME CLÉ SERA PROBABLEMENT LA NORMALISATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA PRUDENCE, NOTAMMENT EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT MONÉTAIRE. MÊME S'IL S'ATTEND À CE QUE LES PRESSIONS INFLATIONNISTES S'ATTÉNUENT, SOUTENANT AINSI LA CONSOMMATION INTÉRIEURE, AMIT BAKHIRTA ESTIME QUE LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE RISQUE DE DEVENIR DE PLUS EN PLUS DÉLICATE ET LES TENSIONS POURRAIENT S'INTENSIFIER, AUGMENTANT AINSI LA VOLATILITÉ SUR LES MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX. PAR AILLEURS, L'EXPERT FINANCIER RAPPELLE QUE LE MONDE EST EN TRAIN DE CHANGER BEAUCOUP PLUS VITE QU'ON NE LE PENSAIT ET QUE MAURICE EST À UNE PÉRIODE CHARNIÈRE DE SON HISTOIRE. D'OÙ LA NÉCESSITÉ D'ENGAGER LA RÉFLEXION SUR L'AVENIR.

RICHARD LE BOIN/EVE FIDÈLE / BORIS PIERRUS
PHOTOS : KEVIN MEMRAJ/MAHADOO

AMIT BAKHIRTA
(CEO D'ANNEAU)

**«FAISONS LA
TRANSITION D'UNE
POLITIQUE DE ROUPIE
FAIBLE À UNE
STRATÉGIE AXÉE SUR
LA PRODUCTIVITÉ»**

Les indicateurs macroéconomiques démontrent une reprise de l'économie. Vous dites souvent que la croissance est un peu biaisée dans le sens qu'elle a été quelque peu apportée par la dépréciation de la roupie. Quel bilan faites-vous de 2023 ?

Concernant la performance économique de cette année, l'aspect crucial réside dans l'impact généralisé d'une roupie très faible. De manière logique, cela s'est manifesté dans divers secteurs, en particulier dans l'exportation, le tourisme, la finance, et également dans le domaine bancaire.

En scrutant les données des grandes entreprises privées à Maurice, les chiffres actuels reflètent largement la dévaluation de la roupie. La question cruciale demeure : cela s'est-elle accompagné d'une augmentation de la productivité ? Si une entreprise génère la majeure partie de ses revenus en devises fortes, la dépréciation de la roupie aura inévitablement un effet de gonflement des chiffres. Par conséquent, cela se traduit par une rentabilité artificiellement élevée et biaisée en raison de la faiblesse de la roupie. Un autre élément à considérer est que cette faiblesse se répercute indirectement sur les recettes fiscales, lesquelles sont également artificiellement gonflées en raison de la roupie extrêmement faible.

Je reviens constamment sur cet aspect de la discussion concernant la tentative, tant bien que mal, d'évaluer la situation économique en se basant sur des devises fortes plutôt qu'après une dévaluation significative de la roupie. Pour illustrer, prenons l'économie mauricienne comme une entreprise qui produit habituellement dix bouteilles d'eau vendues à Rs 10 chacune, avec une production, des revenus et un PIB total de Rs 100. Avec une dévaluation de 50%, la production reste inchangée à dix bouteilles, mais cette fois-ci le coût de production est de Rs 150. Certes, il y a une croissance, mais

on pourrait qualifier cela de stratégie des prix plutôt que d'une amélioration réelle de la productivité.

En réalité, la productivité est très simple à comprendre : il s'agit du nombre d'unités que l'on produit en utilisant les mêmes ressources. Si une personne quitte le groupe et que les quatre autres continuent de produire ces dix bouteilles tout en ajoutant trois bouteilles supplémentaires, cela représente ce que l'on appelle la productivité de la productivité. En d'autres termes, si l'on produit davantage avec moins de ressources, c'est alors une croissance économique réelle qui s'opère.

Effectivement, sur le plan statistique, cela a permis de maintenir une économie relativement stable. Cependant, lorsqu'on évalue le PIB de Maurice aujourd'hui en dollars ou en euros, on constate une baisse d'environ 17 % à 18 % par rapport à 2019. Sur le plan technique, cela représente quasiment une demi-décennie de perte en termes de compétitivité et de productivité. D'un autre côté, on sait que l'inflation est une taxe indirecte. Les recettes fiscales de Maurice ont augmenté, alimentées par la roupie faible qui engendre l'inflation, créant ainsi un lien intrinsèque.

Actuellement, la roupie a perdu environ 35 % par rapport au dollar au cours des trois à quatre dernières années, mais cette dépréciation atteint 96 % par rapport à l'euro depuis les 20 dernières années, approchant les 100 % depuis 2002 pour être précis. En comparaison, la perte par rapport au dollar est de l'ordre de 84 %.

Une économie forte doit avoir un monnaie qui est forte. Les gens ne le réalisent pas, mais en

réalité, nous sommes environ 50 % plus pauvres depuis ces cinq dernières années ; un déclin significatif qui explique la détérioration du pouvoir d'achat.

Quand vous dites que nous sommes 50 % plus pauvres, faites-vous référence aux conséquences de l'effet cumulé de l'inflation et de la dépréciation de la roupie sur notre qualité de vie ?

En effet, lorsque l'on additionne ces deux facteurs cumulativement chaque année, si le Mauricien avait Rs 100 dans sa poche il y a seulement 3 ou 4 ans, cela équivaut aujourd'hui à seulement Rs 50. Alors que les chiffres économiques semblent démontrer un certain niveau de bien-être, personnellement, je perçois des déséquilibres sous-jacents. Superficiellement, tout semble aller bien avec une consommation raisonnable et une croissance du crédit dans le secteur bancaire et dans l'économie, même si le taux repo est maintenu à 4,5 %. Cependant, en réalité, cela crée des déséquilibres. En raison de la perte de pouvoir d'achat, nous sommes contraints de relever le salaire minimum. L'augmentation des salaires, bien que nécessaire, a des répercussions généralisées, car les salaires sont la principale cause de l'inflation.

L'année prochaine, au lieu d'anticiper un environnement inflationniste qui pourrait éventuellement être plus modéré, nous allons encore exercer une pression, surtout au niveau des salaires. Cependant, ce qui est encore plus crucial, c'est le défi auquel font face les entreprises. Les coûts, principalement liés aux salaires, vont

augmenter, les prix ont déjà connu une hausse due à la dépréciation de la roupie, mais la productivité n'a pas suivi le même rythme. Ainsi, en faisant le bilan de cette année, superficiellement tout semble bien avec une croissance probable d'environ 6 %. Mais il faut se rappeler que l'Article IV du Fonds monétaire international de juillet souligne un dysfonctionnement dans l'environnement monétaire du pays, soulignant que les taux d'intérêt ne sont pas assez élevés pour contrer cet environnement inflationniste.

Le fait que ces taux n'aient pas été ajustés de manière adéquate pendant des années a engendré une accumulation, créant ainsi une problématique dans l'économie mauricienne. La situation devient complexe, car il est difficile de maintenir un taux bancaire à 4,5 % lorsque le taux de croissance devrait probablement se stabiliser autour de 3,8 % l'année prochaine. Il est important de se rappeler que les taux de croissance antérieurs de 5 %, 6 %, 7 %, voire 8 % étaient en grande partie une reprise mathématique. Et pour 2023, c'était largement lié à la dépréciation de la roupie.

Cependant, à partir de 2024 et 2025, l'économie devrait se stabiliser. Récemment, il y a eu des aspects positifs, notamment la sortie de la liste grise, et la stabilisation de la spirale dans laquelle la roupie était engagée, ce qui est encourageant. De manière informelle, la situation fiscale du pays semble raisonnable, en grande partie grâce à la dévaluation de la roupie. En résumé, le bilan pour l'économie et la situation fiscale du pays cette année est positif. Cependant, il est essentiel d'être réaliste, car nous comprenons bien les nuances des chiffres. Par exemple, bien que les investissements directs étrangers de Maurice puissent sembler solides en roupies, leur évaluation en dollars ou en euros ne retrouve pas les niveaux moyens atteints il y a quelques années.

«LORSQU'ON ÉVALUE LE PIB DE MAURICE AUJOURD'HUI EN DOLLARS OU EN EUROS, ON CONSTATE UNE BAISSE D'ENVIRON 17 % À 18 % PAR RAPPORT À 2019»

Néanmoins, l'économie demeure stable ; Maurice figure parmi les pays les plus prospères d'Afrique en termes de richesse par tête d'habitant. Notre génération a acquis la sagesse de préserver ses économies et de les investir, avec 85 % de la population possédant son propre logement. Bien que des enjeux microéconomiques et sociaux persistent dans le pays, ils ne se font pas sentir de manière aiguë à ce jour. Le défi réside dans l'accumulation de ces problématiques, car tôt ou tard, elles pourraient éclater, d'où la nécessité de changements structurels.

Vous dites que depuis ces vingt dernières années, il y a eu une dépréciation. Or, vous conviendrez que cela a été voulu, que ce soit par les politiques ou le secteur privé. D'ailleurs, cette politique de roupie compétitive a été à la base du succès de l'économie mauricienne. Est-ce qu'on pourra sortir de ce modèle où on base notre croissance sur une roupie compétitive ?

C'est la raison pour laquelle on préconise des réformes structurelles qui permettront de passer d'une stratégie fondée sur une roupie faible et les revenus générés par une monnaie affaiblie – ce que l'on appelle en économie une stratégie de revenus des prix – à une stratégie axée sur la productivité, synonyme de croissance réelle. Reprenons l'exemple des cinq personnes et de la production de bouteilles d'eau : si ces individus parviennent, grâce à leurs efforts et à leur efficacité, à augmenter la production, c'est là que réside la véritable croissance susceptible d'apporter de la prospérité à l'économie. En réponse à votre question, je pense que cela est tout à fait possible et démontrerait une économie véritablement en croissance. Cependant, il est essentiel de noter que ce processus n'est pas aussi simple ; il s'agit d'une démarche extrêmement complexe. Les réformes struc-

nelles impliquent un changement fondamental dans la manière dont une économie fonctionne.

Pour répondre à votre question, cela est tout à fait envisageable à mes yeux. Si demain, nous pouvons acquérir un dollar pour Rs 28, cela constitue une force à mes yeux. Bien sûr, cela entraîne des répercussions. Prenons l'exemple des grands groupes hôteliers : si demain, l'euro s'échangeait à Rs 28 ou Rs 30, leur chiffre d'affaires pourrait indiquer une perte. Toutefois, je ne considère pas cela comme une véritable perte, mais plutôt comme un gain. Cela accroît leur compétitivité ; ils auraient la possibilité de disposer d'une roupie plus forte, ce qui pourrait potentiellement leur permettre d'entreprendre des initiatives à l'étranger. Une croissance inorganique découlerait de cette situation, car lorsque notre monnaie prend de la valeur par rapport à celle de pays en Afrique ou en Asie, nous avons la capacité d'effectuer des investissements plus importants.

Mais n'est-ce pas un risque ? Car si la productivité ne suit pas, alors on devient moins compétitif. Autant dire qu'il s'agit d'une épée à double tranchant.

C'est la raison pour laquelle il est essentiel de procéder à des changements structurels plutôt qu'à des modifications de politique à court terme. Prenons l'exemple d'une économie majeure comme la Chine : mondialement, on reconnaît que le renminbi est considérablement sous-évalué. Toutefois, la Chine a maintenu la stabilité de sa devise, oscillant entre 6 ou 7 pour descendre à 3 ou 4. Ce type de modification de stratégie doit être entrepris avec minutie, se déroulant sur une période allant de quelques années à moyen, voire à long terme, voire à très long terme. Il est impératif que de tels ajustements soient toujours accompagnés de changements structurels.



«LES GENS NE LE RÉALISENT PAS, MAIS EN RÉALITÉ, NOUS SOMMES ENVIRON 50 % PLUS PAUVRES DEPUIS CES CINQ DERNIÈRES ANNÉES»

Donc, c'est une réforme qui doit être avant tout amenée par les politiques ?

Certes, mais il est indéniable que les décideurs politiques sont fortement influencés par le secteur privé. Ainsi, l'impulsion doit provenir du secteur privé. Il est crucial de comprendre que cette dynamique ne relève pas seulement des régimes politiques actuels ; bien que le problème se soit accentué au cours des cinq dernières années, c'est une tendance persistante depuis les deux dernières décennies. À présent, il est crucial de saisir l'impact sur les Mauriciens, car il ne s'agit pas seulement d'une diminution du pouvoir d'achat, mais aussi d'une érosion du patrimoine. Prenez le cas d'une personne qui

a consacré toute une vie au travail, arrivant à l'âge de 60 ou 70 ans avec des économies peut-être de l'ordre de Rs 4 millions. Bien que la valeur nominale de ces fonds demeure à Rs 4 millions, son pouvoir d'achat a été réduit de moitié.

Ainsi, nous avons privilégié une politique de maintien d'une roupie faible, mais cela a eu un coût. Certes, l'économie se stabilise cette année. Et en 2024, nous entrons dans une année électorale. Le processus a débuté par une augmentation des salaires, une mesure très axée sur les élections et plutôt gauchiste. Il est bien connu que dans n'importe quel pays, les années électorales sont souvent marquées par une inflation accrue en raison du mouvement de liquidités.

[EN COUVERTURE/INTERVIEW]

En 2006, il y a eu les réformes de Rama Sithanan pour améliorer le climat des affaires et l'année dernière, on a eu les réformes de Renganaden Padayachy, qui sont beaucoup des réformes d'ordre fiscal. Vous préconisez une réforme basée sur la productivité. Quels doivent en être les principaux axes ?

À ce stade, il est important qu'on se fixe un objectif qui est numérique. Aucun parti politique, aucun gouvernement ne l'a fait jusqu'ici. Par contre, Cyril Ramaphosa l'a fait en Afrique du Sud. Si on se fixe comme objectif d'atteindre Rs 1 000 milliards de PIB d'ici 10 ans à 15 ans, la question est comment on fait cela ?

Une production économique d'une valeur de Rs 1 000 milliards est essentielle pour sortir beaucoup plus de personnes de la pauvreté. Le changement structurel est un changement dans la manière dont fonctionne ou opère un marché ou une économie. La transformation structurelle est donc définie comme la transition d'une économie d'activités économiques à faible productivité et à forte intensité de main-d'œuvre vers des activités à plus forte productivité et à forte intensité de compétences.

Des réformes constitutionnelles et électorales sont nécessaires à l'émancipation socio-économique à hyper terme de Maurice. Nous devons nous détourner des augmentations de prix (faible monnaie, inflation) pour nous concentrer sur l'augmentation de la production par unité (productivité). L'hyper-termisme (le très long terme) peut être défini comme ayant un idéal et/ou un objectif altruiste de plus de 10 ans, mais avec la beauté d'une gratification instantanée. La vraie liberté pour soi et pour les autres est la vérité. C'est la Beauté. C'est altruiste.

Penser aussi longtemps revient à trouver un plaisir infini à planter un arbre pour que d'autres

puissent un jour profiter de l'ombre. Et je crois que la plupart des humains trouvent ce plaisir intérieur. C'est universel. L'hyper-termisme prend en effet du temps, mais *focus bends space time*.

Ainsi, certaines réformes structurelles nous aideront probablement à atteindre un résultat socio-économique (PIB) quantitatif de Rs 1 000 milliards ; gardons les choses «simples». Parmi, il y a ce que j'appelle le boom économique 24h/24 et 7j/7. En effet, une production économique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an est essentielle – c'est du moins la base – pour accélérer toute transformation structurelle. Celui d'une transformation basée sur la haute valeur et le service. À ce tournant de notre histoire, nous en avons besoin. Notre peuple a besoin d'opportunités. Nos entreprises ont besoin de plus de puissance de feu. Notre culture a besoin de plus de couleur.

Si la machine socio-macro-économique tourne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an, notre production économique peut plus que doubler. Que ceux qui souhaitent travailler et s'efforcer davantage le fassent, à côté de ceux qui souhaitent moins le faire. Au moins, ce «plafond de verre» mauricien de huit heures devrait être levé grâce à des amendements législatifs et réglementaires. Notre capitale s'endort fondamentalement à 17 heures tous les jours de la semaine ; tout comme les touristes. Cela ne peut pas continuer car nous «perdons» un temps précieux.

La condition humaine est telle que nous avons tendance à dormir un tiers de notre vie, à travailler un autre tiers et à en «perdre» un autre tiers. Le calcul est simple : 8 heures de travail dans une journée de 24 heures = 33 %, 8 heures de sommeil dans une journée de 24 heures = 33 % et 8 % d'oisiveté ou «d'équilibre» dans une journée de 24 heures = 33 %. Par conséquent,





si quelqu'un avait vécu à 90 ans, il n'aurait travaillé que 33 % (hors retraite et ce nombre diminue) et effectué d'autres tâches pendant 33 % tout en ayant passé environ 30 ans à dormir.

Il s'agit évidemment d'une perspective et non de la seule perspective. Mais il faut y réfléchir et laisser les individus choisir eux-mêmes. Une économie mauricienne fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 poserait les bases de cette nouvelle ère de transformation structurelle. Construisez la route et les gens l'emprunteront...

Revenons à la roupie. Depuis ces derniers mois, on constate que la monnaie locale se stabilise face aux principales devises. Selon la Banque de Maurice, le nouveau cadre de politique monétaire est en train de donner des résultats concrets. Quel est votre avis sur la question ?

«UNE PRODUCTION ÉCONOMIQUE D'UNE VALEUR DE RS 1 000 MILLIARDS EST ESSENTIELLE POUR SORTIR BEAUCOUP PLUS DE PERSONNES DE LA PAUVRETÉ»

Partant du postulat que le nouveau cadre de politique monétaire et ses outils sous-jacents – y compris les bons de la Banque centrale à 7 jours – sont susceptibles d'améliorer le mécanisme de transmission de la politique monétaire nationale, à moyen et long termes, nous notons empiriquement que la récente appréciation de la roupie avant tout, résultat illico de la dépréciation du dollar américain plutôt que de l'effet de la politique monétaire intérieure.

L'indice du dollar américain (DXY), qui suit la force du dollar par rapport à un panier de principales devises mondiales, a perdu -4,5 % depuis qu'il a atteint son

sommet annuel le 10 mars 2023. Il convient de noter que cet indice du dollar américain a été initialement développé par la Réserve fédérale américaine en 1973 pour fournir une valeur moyenne pondérée du dollar américain par rapport aux devises mondiales en fonction des échanges bilatéraux extérieurs.

L'indice du dollar américain augmente lorsque le dollar américain gagne en «force» (s'apprécie en valeur), par rapport aux autres devises, et vice versa. Les six devises suivantes sont utilisées pour calculer l'indice : principalement l'euro avec une pondération de 57,6 %, le yen japonais avec une pondération de 13,6 %, la livre sterling avec une pondération de 11,9 %, le dollar canadien avec une pondération de 9,1 %, la couronne suédoise avec une pondération de 4,2 % poids et enfin le franc suisse à 3,6 %.

Une semaine après avoir atteint son sommet de 2023, soit le 16 mars 2023, le dollar américain a atteint un sommet de Rs 47,60 par rapport à la roupie mauricienne. Dès lors, en lien avec la faiblesse mondiale du dollar américain (alors que les marchés s'attendaient à une stabilisation du cycle de resserrement des taux d'intérêt de la FED américaine), le dollar américain s'est déprécié d'environ -6,6 % par rapport à la roupie. Au 20 décembre 2023, la roupie s'était dépréciée d'environ -0,80 % par rapport au dollar américain et cela depuis le début de l'année 2023 ; et par extension, de l'ordre de -4,5 % par rapport à l'euro, sur la période correspondante.

Alors que le taux directeur au niveau national et donc les conditions monétaires n'ont pas été resserrés depuis décembre 2022, les différentiels de taux d'intérêt de notre roupie par rapport à l'USD et à l'euro ont grimpé jusqu'à un plus haut sur 3 ans de +0,50 % et -1,00 % respectivement. En outre, en décembre 2023, les interventions de change sur le marché de la Banque centrale n'avaient guère dépassé les niveaux de 2022. Leur effet de signal peut cependant être considéré comme légèrement positif. Nous pouvons donc empiriquement attribuer la récente appréciation de notre roupie principalement à la faiblesse mondiale du dollar américain depuis mars de cette année.

On sait que vous avez beaucoup milité en faveur d'une politique de resserrement monétaire notamment pour protéger la roupie. Or, aujourd'hui, on constate que même la Réserve fédérale a changé son fusil d'épaule et laisse penser qu'elle pourrait dans un proche avenir procéder à une détente des conditions monétaires. Votre analyse a-t-elle changé depuis ?

Depuis mars 2020, nous avions, en effet, rendu public la nécessité d'un resserrement monétaire intérieur mais aussi américain ; pour des justificatifs inflationnistes, qui se sont justement avérés. Nous avons également, depuis le premier trimestre de 2023, annoncé publiquement qu'en dépit de toute catastrophe géopolitique majeure, l'économie mondiale et la consommation mondiale commenceraient probablement à ressentir «les pincements» de la hausse des taux d'intérêt et qu'à un moment donné, la Fed des États-Unis et la Banque de Maurice devront faire une pause et évaluer les principaux indicateurs macroéconomiques, puis inverser le cours du resserrement, vraisemblablement en 2024.

L'inflation a bondi en 2021 en raison de l'inadéquation de l'offre et de la demande. Or, l'environnement inflationniste mondial pourrait bien persister, c'est l'option du scénario négatif d'Anneau. À moins que les banques centrales mondiales ne restent relativement silencieuses face à un environnement inflationniste encore relativement élevé, mais en retrait et que les conditions monétaires restent plus strictes et plus stables pendant plus longtemps, le réajustement des salaires à l'échelle mondiale pourrait bien alimenter de manière persistante les pressions inflationnistes, sauf impact sous-jacent des tensions géopolitiques sur les prix mondiaux des matières premières.

Cela dit, notre scénario de base repose sur le fait que les taux d'intérêt directeurs d'une économie ne peuvent pas, à moyen et long termes, rester supérieurs au taux d'inflation annuel et au taux de croissance annuel du PIB. Dans le cas contraire, les taux d'intérêt réels dans l'économie risquent de se situer au-delà de leur niveau optimal, ce qui implique le coût réel du coût plus élevé du capital pour les taux de croissance correspondants. Et cela, à un moment donné, se retrouve sur les marchés des capitaux et ainsi affectera les primes des risques et des retours sur les investissements.

D'un point de vue mathématique, à moins d'un déclin de l'activité économique mondiale, nous sommes d'avis que l'environnement mondial des taux d'intérêt connaîtra probablement un renversement de cap, au mieux fin 2024. Par conséquent, même au niveau national, étant donné que la croissance du PIB national en 2024 et 2025 devrait reculer au-dessous de 4 % et que les pressions inflationnistes s'atténuent encore en 2025, il est très peu probable qu'un nouveau resserrement soit justifié, sauf en 2024.

L'ajustement des salaires récemment proposé dans l'éco-



«LES GROSSES ENTREPRISES MAURICIENNES CONSTITUENT LE CŒUR MACRO-SOCIO-ÉCONOMIQUE DU PAYS. ET POURTANT, TOUT CE QUI EST GRAND, COMMENCE PETIT»

nomie l'année prochaine, couplée à l'augmentation de la vélocité de l'argent au cours d'une année électorale, est, en effet, susceptible de soutenir les pressions inflationnistes d'origine nationale.

S'agissant des perspectives mondiales, elles ne sont pas réjouissantes ; les conflits en cours en Ukraine et la guerre au Moyen-Orient créant des incertitudes et perturbant le marché. Sur un plan géopolitique, quelles sont vos prévisions pour 2024 ?

En matière de géopolitique, nous ne parierions humblement pas de prévisions mais plutôt d'observations. Nous avons été très clairs sur ce grand changement de paradigme économique, militaire et technologique mondial dans lequel la Chine et l'Est sont susceptibles d'assumer la suprématie mondiale au cours des deux prochaines dé-

cadees. L'histoire nous montre malheureusement qu'une telle transition vers la suprématie économique mondiale se produit rarement sans une guerre majeure et/ou des frictions géopolitiques majeures et ces fractions commencent à s'amplifier, comme on aurait pu le constater.

Cependant, l'histoire nous montre également qu'environ 90 % des événements géopolitiques n'ont pas changé la direction de l'économie mondiale, à l'exception d'une volatilité cyclique à court terme accrue des prix mondiaux des matières premières.

Nous pensons donc que les investisseurs devraient continuer d'investir dans la recherche d'opportunités potentielles à travers des événements qui ne font que susciter la peur, mais ne provoquent pas de catastrophe, tout en se préparant aux événements qui en provoqueront, car avec deux guerres qui font rage et des élections majeures prévues sur tous les continents en 2024 (y compris les États-Unis et Maurice), les risques majeurs géopolitiques pour les marchés en 2024 sembleraient relativement élevés. Un changement de contrôle aux USA pourrait avoir un impact considérable sur la politique étrangère et/ou la politique intérieure et cela sera suivi de près en 2024.

Chez Anneau, on considère que compte tenu de l'avènement naturel des énergies alternatives et propres, ainsi que la technologie des batteries et véhicules électriques dans le monde, la valeur intrinsèque des combustibles fossiles va terriblement baisser dans les temps.

La Banque mondiale estime la croissance de Maurice en 2024 à 4,1 %. Quelles sont vos prévisions ?

Nous nous attendons également à une fourchette de +3,9 % à 4,1 %, à moins que la roupie ne continue à baisser et/ou que l'activité économique intérieure ne s'accroisse réellement ; ce qui malheureusement reste pour l'instant raisonnablement improbable, dans la mesure où 2024 pourrait plausiblement bien être une année électorale. En raison d'une incertitude accrue et d'une visibilité affaiblie, certains investisseurs et grands projets sont susceptibles de passer en mode «attente». Concernant les dépenses du secteur public également, la plupart des projets auraient dû être achevés avant la période de débat sur le Budget 2023-24, qui sera par la suite une période relativement «calme», suivie de la période dite «de grâce». Par conséquent, chez Anneau, nous prévoyons également une croissance économique normalisée pour 2024, avec des pressions inflationnistes intérieures plus élevées et une roupie plus stabilisée.

Comme vous le soulignez, 2024 est une année électorale. Déjà, on voit que le gouvernement a surenchéri avec le rehaussement du salaire minimum et la compensation salariale de Rs 1 500 à Rs 2 000. Ne craignez-vous pas que l'argument politique prenne le pas sur les priorités socio-économiques ?

Nous assistons depuis quelques années à des politiques publiques nuancées de gauche ; à diverses appréciations/«mésappréciations». Je serais enclin à penser que les années électorales ont tendance à accentuer naturellement le gauchisme et donc chez Annuu, cela ne nous préoccupe pas beaucoup car c'est l'économie sous-jacente qui nous intéresse.

Alors que l'économie mondiale se «normalise» cette année et que l'inflation reste obstinément élevée (même si la vitesse s'est atténuée), les taux d'intérêt plus élevés seront apparemment la norme pendant plus longtemps. Il faut faire attention aux idées préconçues des manuels scolaires économiques, car la vie et l'économie sont en constante morphose. Une économie ne peut pas continuer à croître à mi-chemin des taux d'intérêt de base prévalant dans une économie. Le taux de croissance du PIB entraînera à un moment donné le taux d'intérêt vers le bas, sinon le cumul des discordances des politiques monétaires se feront sentir dans les taux et les différentiels de défaut de crédit.

Par conséquent, à mesure que nous commençons à ressentir progressivement le «pincement», à mesure que la géopolitique mondiale se réchauffe et dans un paysage mondial encore plus compétitif, nous voyons ici un pic cyclique dans notre histoire socioculturelle. Les grosses entreprises mauriciennes constituent le cœur macro-socio-économique du pays. Et pourtant, tout ce qui est grand, commence petit.

En tant que petite nation insulaire, notre pays fait aujourd'hui face à une nécessité de l'hypertermisme et de réformes socioculturelles, structurelles et sectorielles qui pourraient vraisemblablement propulser Maurice vers un PIB de Rs 1 000 milliards au cours de la prochaine décennie, comme je l'ai mentionné plus tôt.

Toutes ces prébendes distribuées à gauche et à droite ont un coût sur les finances publiques. D'aucuns pensent que l'État devrait freiner son train de vie. Qu'en pensez-vous ?

D'un point de vue budgétaire, après la spirale descendante de la roupie, nous restons à la limite du «junks» du point de vue du crédit souverain, ce qui justifie évidemment la prudence ainsi que l'aspiration à une consolidation budgétaire, car nous



«MAURICE A CRUELLEMENT BESOIN DE RÉFORMES STRUCTURELLES»

ne voulons pas rester sur cette ligne rouge «junks». Malgré cela, l'autre élément de risque important reste une roupie forte. Il ne faut pas oublier que les revenus «faibles» plus élevés en roupies gagnés dans l'économie par les exportateurs et ceux qui gagnent des devises fortes, y compris le gouvernement souverain, sont susceptibles de reculer à mesure que la roupie s'apprécie.

C'est là que le pendule revient et que notre situation budgétaire pourrait devenir terriblement «délicate» dans un court laps de temps. Nous comprenons donc mieux les risques de dégradation de notre notation de crédit. C'est là que nous pensons qu'il faut être extrêmement prudent. Cela dit, Maurice a cruellement besoin de réformes structurelles, et ce sont plutôt celles-ci qui seront probablement déterminantes pour notre avenir économique.

Pour revenir à votre vision du pays, vous parlez de faire de Maurice le «Monaco» de l'Afrique. Qu'entendez-vous par cela ?

Notre pays a besoin d'être plus présent sur les cartes mondiales et surtout régionales (Afrique et Asie, y compris l'Inde). La visibilité intelligente dans le monde d'aujourd'hui est essentielle. La Formule 1 (F1) génère en moyenne 1,6 milliard de téléspectateurs par an. Cela représente près de 20 % de la planète et quelle meilleure façon de positionner Maurice sur la carte mondiale tout en créant un élan multiplicateur inclusif pour notre économie nationale. Nous avons tendance à privilégier ici une perspective d'investissement.

Une étude récente menée par la China Europe International Business School (CEIBS) a démontré que l'organisation régulière d'événements de Formule 1 représente effectivement une attraction touristique faible, augmentant la demande touristique dans les pays d'accueil de 6 % en moyenne. Nous estimons que l'effet multiplicateur qui en résulterait sur l'économie, sur sa population, sur sa culture, sur l'image globale de la nation souveraine, entre autres, serait encore plus prononcé. Un pays ne peut pas simplement se concentrer sur l'attraction de capitaux étrangers pour le simple plaisir d'augmenter le nombre d'investissements directs étrangers.

«Investir d'abord dans vous-même contribue grandement à attirer les investissements étrangers». Cet axiome est aussi vrai que pour une nation souveraine, que pour un individu ou une entreprise.



Institute, mais il faut se concentrer sur l'exécution car cette nouvelle économie possède un énorme potentiel entrepreneurial, sectoriel et fiscal. À mesure que les marchés mondiaux deviennent encombrés, la concurrence deviendra féroce. L'avantage du premier arrivé est judicieux. Surtout lorsqu'il s'agit de nos secteurs du tourisme, de la médecine, de la pharmacologie, de la fabrication et du divertissement.

Et finalement, pour l'économie noire, comme je viens de le souligner, une «Monaco de l'Afrique» est une stratégie logique compte tenu de la multitude d'opportunités socio-économiques qu'offre le continent-mère. Les côtes africaines sont à peine à 4 heures des nôtres. Nous devrions attirer davantage d'étudiants et de professionnels africains ici à Maurice. L'Afrique débient, en effet, le potentiel d'alimenter la croissance mauricienne, de manière plus inclusive, car l'Afrique dispose de chiffres que Maurice n'a pas. Ils ont la population la plus jeune et les ressources naturelles et minérales les plus abondantes de la planète.

La petite économie mauricienne représente à peine 0,10 % du PIB de l'Afrique, qui dépasse les 3 000 milliards de dollars. Doubler ce chiffre devrait être productif pour notre économie. Nous notons l'évolution très positive de plusieurs grands conglomérats en Afrique, que nous considérons comme extrêmement positive. Une stratégie d'expansion africaine nécessite une phase d'apprentissage. Non pas que cela ne s'arrête jamais, mais pour réussir dans le jeu africain, il faut un apprentissage constant, une adaptation, une compétitivité mais surtout une maîtrise de la macroéconomie et de l'ingénierie financière à travers les continents.

Il n'est pas nécessaire d'avoir un plan d'affaires pour prévoir que la stagnation économique de Maurice a besoin du catalyseur de l'Afrique. Cependant, nous n'avons malheureusement pas de stratégie souveraine africaine objective et cohérente, et c'est notre propre perte. Pourquoi Maurice ne deviendrait-il pas une bernaque pour la bourse africaine ?

Qu'il s'agisse d'accords accrus pour éviter la double imposition avec les principaux alliés africains, d'alliances stratégiques accrues au sein de l'Union africaine, d'accords bilatéraux accrus avec les principales économies africaines, de facilités de financement spéciales, d'incentives fiscales et de subventions ciblées pour les grandes, mais aussi les micro- et petites et moyennes entreprises mauriciennes en expansion en Afrique, notre stratégie économique «noire» doit être formulée et exécutée. Construisons cette autoroute mauricienne-africaine et elle sera invariablement utilisée pour la prospérité de notre propre pays.

Avec une stratégie F1 et des manœuvres d'économie rouge, verte et noire, Maurice sera alors véritablement introduit dans le 21^e siècle. Il s'agit d'initiatives susceptibles de réduire l'écart de production. L'écart de production est une mesure économique de la différence entre la production réelle d'une économie et sa production potentielle. La production potentielle est la quantité maximale de biens et de services qu'une économie peut produire lorsqu'elle est la plus efficace, c'est-à-dire à pleine capacité. Ainsi, Maurice peut véritablement devenir le «Monaco de l'Afrique», pour notre prospérité socio-économique et celle de nos enfants. Il faut cependant commencer quelque part. La première étape est toujours la plus importante.

Concrètement, que comprendra cette économie rouge, verte et noire ?

S'agissant de l'économie rouge, il est parfaitement plausible de rester respectueux des croyances de chacun, tout en se transformant en un pays véritablement ouvert et démocratique. Maurice doit s'ouvrir et représenter le «progressisme» et une économie rouge parle d'une culture «d'avant-gardisme». Je pense qu'aujourd'hui, Maurice est prêt pour un changement que j'appelle socio-psycho-culturel. Le Mauricien est tolérant, et cela se voit. Dans aucun autre pays du monde, on voit autant d'ethnicité vivant en presque parfaite harmonie. Au niveau de l'essence du psycho-culturel mauricien, on voit qu'on se démarque des valeurs républicaines.

Le monde a changé et continuera à jamais

«MAURICE PEUT DEVENIR LE MONACO DE L'AFRIQUE»

de changer. Malheureusement, notre modèle socio-économique n'a pas évolué dans une large mesure. L'économie rouge ne doit pas être envisagée individuellement, mais dans une perspective socio-macroéconomique holistique dans la mesure où elle s'intègre aux autres éléments de la machine économique. Aujourd'hui, jeunes et vieux globe-trotters recherchent de plus en plus d'expériences différentes au sein d'un même voyage. Il s'agit d'un changement de paradigme qui se produit et résulte de cette ère technologique où plus et plus facile est mieux, au bout du doigt, à travers un écran.

Pour l'économie verte, les industries du chanvre industriel, médical et récréatif et du cannabis commencent à révolutionner le comportement culturel et des consommateurs dans le monde développé et moins développé, y compris en Afrique. Il ne faut à aucun prix rater cette nouvelle vague socio-économique. Nous ne pouvons pas nous le permettre. Les progrès réalisés jusqu'à présent à Maurice sont très louables et progressistes.

Cependant, plus nous approfondissons, plus nous perdons. Surtout contre nos voisins africains concurrents. Il y a quelques années, nous avons publié un article complet pour le Charles Telfair